

Direction de la Culture, de la Jeunesse et des Sports

ACTES DU COLLOQUE :

« NEUJ PRO 2013 – 12^{èmes} Rencontres Nationales des Professionnels et Elus de la Jeunesse »

CONFERENCE B

L'autonomie des jeunes au service de l'égalité

Intervenant :

Guillaume Allègre, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques

Guillaume Allègre, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques :

Bonjour et merci de m'avoir invité. Je suis Guillaume Allègre, économiste à l'OFCE, l'Observatoire français des conjonctures économiques qui est un centre de recherche en économie de Sciences-Po où je suis spécialiste d'évaluation des politiques publiques et notamment des politiques sociales et fiscales et en particulier du RSA. J'ai pas mal travaillé sur la question du revenu de solidarité active. Ici, j'ai une double casquette. J'ai cette casquette chercheur OFCE, économiste Sciences-Po. Je ne suis pas un spécialiste des politiques de jeunesse stricto sensu avec cette casquette-là. Mais, mon entrée dans les politiques de la jeunesse s'est faite via la coordination d'un groupe de travail Terra Nova qui a duré assez longtemps et qui a fait l'objet d'un rapport. Ce rapport s'appelait : « L'autonomie des jeunes au service de l'égalité ». L'idée est que je vous explique pourquoi on a appelé ce rapport comme ça. Mon intervention porte sur les politiques publiques pour la jeunesse. Comme je suis économiste, je vais avoir une approche macro et me poser la question : « Quelles politiques publiques nationales pour la jeunesse ? ». Je sais qu'il y a beaucoup de personnes de terrain ici. J'espère que je ne vais pas être trop déconnecté du terrain et de ses problématiques.

Le plan d'intervention, dans un premier temps, je vais essayer de définir ce dont on parle. Quand on parle de jeunesse de quoi parle-t-on ? De quoi devrait-on parler ? Après, je vais donner deux ou trois éléments de diagnostic. Le diagnostic général fait dans ce rapport était que la jeunesse française était peu autonome et assez inégale. Dans une troisième partie, je vais me demander quelles politiques publiques pour une jeunesse plus autonome et plus égale. Je vais aller rapidement aux propositions qu'on avait faites pour laisser un moment d'échanges, de questions-réponses et de remarques.

De quoi parle-t-on ? « La jeunesse n'est qu'un mot ». C'est une citation de Pierre Bourdieu. Pour la petite histoire, j'étais à une réunion il y a deux ans dans un amphithéâtre. J'étais le 7^e ou le 8^e à intervenir. Avec ma première diapositive, je commençais par la citation de Bourdieu. J'étais le 8^e à donner cette citation. Tout le monde commençait sa présentation avec cette citation en disant que la jeunesse n'est qu'un mot. Mais je vais quand même le faire parce que je suis un des premiers à parler pendant ces trois jours et parce que souvent les gens connaissent la citation, mais ne savent pas ce qu'il y a dans l'entretien. C'est le titre d'un entretien que Pierre Bourdieu a donné en 1978. Il disait que les divisions entre âges sont arbitraires, que les frontières entre jeunesse et vieillesse étaient dans toutes les sociétés un enjeu de lutte. C'est le vocabulaire un peu marxiste de Bourdieu. Il y a une part de vérité. Il voulait dire qu'il y a des enjeux politiques lorsqu'on définit des politiques de jeunesse ou même lorsqu'on définit ce qu'est la jeunesse. Lorsqu'on dit par exemple que les individus ne sont éligibles au RSA qu'à partir de 25 ans, c'est un enjeu de conflit. Il y a un conflit de répartition. C'est des enjeux politiques, économiques et sociaux. L'âge est une donnée biologique socialement manipulée et manipulable. Bourdieu précise en quoi c'est manipulé et manipulable. Le fait de parler des jeunes comme d'une entité sociale, d'un groupe constitué doté d'un intérêt commun, de rapporter ses intérêts à un âge défini biologiquement constitue déjà une manipulation évidente. Il veut probablement dire

qu'il faut se méfier des personnes qui parlent des jeunes comme une population homogène ou d'un groupe homogène. On y reviendra.

Un des aspects du diagnostic est que la jeunesse n'est pas homogène. Il y a beaucoup d'hétérogénéité. Il n'y a pas une, ni même deux jeunessees. Mais elle est multiple. Il y a un continuum. La jeunesse n'est qu'un mot. L'idée est de dire que, d'un point de vue sociologique, la jeunesse est un âge, une période de la vie qui est intermédiaire et qui ne se réduit pas à l'âge biologique. Souvent, il y a plusieurs définitions possibles. Une qu'on avait choisie et une que je choisis parce que je suis plutôt économiste, c'est de la définir comme la période allant de la fin de la scolarité obligatoire jusqu'à la stabilité dans l'emploi. J'ai utilisé cette étape de stabilité dans l'emploi comme définition. Mais il y a d'autres étapes possibles comme l'indépendance résidentielle, souvent, c'est une étape qui est utilisée, ou le fait de se mettre en couple qui peut être aussi une étape avant d'entrer dans l'âge adulte proprement dit. Cela veut dire que c'est une période transitoire. Cela implique aussi que c'est une période d'investissement où s'opèrent des choix cruciaux et importants et où les individus opèrent des investissements, décident ou non d'allonger leurs études. Ça peut être vu comme un investissement puisque allonger ses études c'est aussi faire le choix de revenus plus faibles aujourd'hui pour avoir des revenus si possible plus élevés demain. L'avantage et l'intérêt de définir la jeunesse comme cette période qui va de la fin de la scolarité obligatoire à la stabilité dans l'emploi, c'est de montrer dès le départ qu'on est inégaux devant la jeunesse puisque la jeunesse va être plus ou moins longue pour les individus selon qu'ils font des études plus ou moins longues. Donc elle va être plus courte pour les personnes qui ne font pas d'études et plus longues pour celles qui font des études. Elle va être plus ou moins longue également selon les milieux sociaux d'origine. Avoir 20 ans aujourd'hui ne va pas signifier la même chose qu'avoir 20 ans en 1950 par exemple. J'ai pris cette date au hasard. Attention à l'erreur nominaliste. Il faut éviter de penser que lorsque deux choses ont le même nom, c'est-à-dire avoir 20 ans, ou lorsqu'on donne la même catégorie, le même nom, on compare exactement la même chose. Par exemple, si on doit comparer les revenus à 25 ans entre aujourd'hui et il y a 30 ans, il faut tenir compte du fait qu'aujourd'hui à 25 ans on a moins d'expérience qu'il y a 30 ans où on entrait dans la vie active beaucoup plus tôt. Donc, les personnes avaient plus d'expérience. Je reviendrai sur ce type d'erreur d'interprétation possible.

Il est important selon moi de distinguer entre âge et génération cohorte. Ce n'est pas tout le temps fait dans le discours public où on a tendance à confondre âge et cohorte, génération. L'âge peut être défini comme un groupe de personnes défini par sa position dans le cycle de vie, par exemple l'âge biologique à un moment donné. La génération cohorte est un groupe de personnes définies par leur date de naissance. C'est important parce qu'on peut changer d'âge mais on ne change pas de génération. Une fois que vous êtes né dans une année précise, vous ne changez pas d'année de naissance. Vous changez d'âge, mais pas de génération. Alors que les inégalités entre âges sont partagées entre les individus au cours de leur cycle de vie, les inégalités entre générations ne seront pas partagées. Première remarque, l'expression « jeunesse génération sacrifiée » est incorrecte puisque la jeunesse est un âge et pas une génération. Parfois, on entend dans le discours public une confusion entre âge et génération. Je pose les bases pour pouvoir interpréter ensuite.

Dernière chose, la jeunesse est au cœur du modèle social du fait de la façon dont on la définit, c'est-à-dire la période entre la fin de la scolarité obligatoire et l'entrée sur le marché du travail, dans l'emploi stable. Ça va concerner plein de politiques, vous en êtes parfaitement conscients, j'en suis sûr, des politiques d'éducation, de protection sociale et de marché du travail. Toutes les institutions, l'école, l'Education nationale, la famille, l'Etat, les collectivités territoriales, le marché du travail vont être concernés. Et ces institutions interagissent. Des difficultés sur le marché du travail vont avoir des effets à la fois sur les familles, sur l'école, sur les relations entre ces institutions. Par exemple, si les jeunes ont des difficultés d'insertion sur le marché du travail, ils vont rester plus longtemps dans leur famille, vont créer des besoins plus importants. L'effet de l'emprise du diplôme à l'école, on va voir qu'elle est très importante en France, peut être magnifiée par les difficultés d'insertion sur le marché du travail. Dans l'analyse, il est important de tenir compte de toutes ces interactions de toutes ces institutions. Le problème est que, souvent, les connaissances, l'expertise sont de plus en plus cloisonnées. C'est le problème qu'on a eu avec le groupe de travail.

Au début, lorsque Terra Nova m'a demandé de travailler pour eux, ils m'ont demandé de faire une note, dans une démarche technocratique, sur l'extension du RSA aux jeunes de plus de 18 ans. Je leur ai dit qu'il était difficile de répondre à cette question d'extension du RSA. En effet, je suis spécialiste de protection sociale, de transferts sociaux. Mais, beaucoup d'autres problématiques sont incluses dans ce problème, des problématiques d'éducation. Aujourd'hui, les étudiants ne sont pas éligibles au RSA. Est-ce qu'on continue à exclure les étudiants du RSA ? Mais si on les exclut, est-ce que ça ne va pas inciter

les gens à ne plus déclarer qu'ils font des études, voire à faire des études plus courtes s'ils peuvent avoir le RSA. Si on continue à exclure les étudiants du RSA, est-ce qu'on donne un revenu aux étudiants, une allocation étudiant ? De quel montant ? Quelle articulation entre le RSA et l'allocation étudiant ? Toutes ces problématiques interagissent. Je trouvais qu'il était important d'avoir un groupe de travail où des personnes spécialistes de l'éducation, de la protection sociale, du marché du travail, des représentants des étudiants soient présents. C'était l'idéal. Je pense qu'il y a eu quelques faiblesses dans la démarche. Une des faiblesses est qu'on a eu des représentants étudiants dans le groupe de travail, notamment le président de l'UNEF de l'époque, la voix des étudiants était bien portée, notamment via les syndicats étudiants qui sont représentatifs ou non de toute la population étudiante, vous en avez peut-être une idée. Mais la voix des autres, des décrocheurs, des personnes en difficulté était beaucoup plus difficile à avoir. On a essayé d'auditionner beaucoup de gens. Mais il y a quand même un problème lorsqu'on réfléchit à ces politiques, c'est que certains groupes sociaux sont mieux représentés que d'autres. C'est difficile de faire participer. Notre idée était de faire participer le plus de monde possible. Mais on a eu un problème. Par exemple, le président de l'UNEF était là à chaque réunion en rappelant quels étaient ses objectifs dans ce débat. Mais les autres groupes sociaux étaient moins bien représentés. On a essayé de porter la voix de tout le monde. Mais c'est plus difficile lorsqu'on n'est pas soi-même concerné.

Quelques éléments de diagnostic sur la jeunesse en France. Premièrement, la jeunesse est de plus en plus longue. Ça traduit l'augmentation de la durée des études et les difficultés d'entrer sur le marché du travail. Les jeunes Français sont peu autonomes notamment en comparaison internationale. Il y a des jeunesses plutôt qu'une jeunesse. Donc il est difficile de parler de génération sacrifiée, j'y reviendrai. Une jeunesse plus longue par construction de la façon dont on a défini la jeunesse, l'allongement de la formation initiale, les difficultés, que vous connaissez, d'entrer dans la vie active ont allongé cette période de jeunesse qui est une période de dépendance économique. En effet, les jeunes ont très peu en France de revenus propres. Sur ces graphiques qui datent un peu, vous avez pour chaque cohorte de naissance, c'est-à-dire les personnes nées en 64 jusqu'à celles nées en 70, pour les femmes et pour les hommes, l'âge moyen au premier emploi stable. On voit sur ces premiers graphiques que l'âge moyen au premier emploi entre la cohorte de 54 ans qui était de 19,5 ans a beaucoup augmenté pour la cohorte de 70 qui est de 21 ans pour les femmes. C'est une augmentation d'1,5 an. Si on remonte aux cohortes du début du siècle, la plupart des individus n'a pas eu de jeunesse. Ils sortaient de l'école à 14 ou 15 ans pour aller d'abord directement travailler dans les usines ou dans l'agriculture surtout. Après les hommes à 20 ans allaient faire leur service militaire qui durait deux ans et qui arrivait généralement deux ou trois ans après avoir commencé à travailler. Cette époque était une époque sans jeunesse. La jeunesse n'existait pas au début du siècle dernier. Elle est apparue avec l'allongement des études. Allongement des études et difficultés à rentrer dans l'emploi stable. L'augmentation de l'âge moyen au premier emploi stable a été plus forte que l'augmentation de l'âge moyen au premier emploi ce qui traduit des difficultés de plus en plus grandes d'insertion dans la vie active. En effet, on a une augmentation d'à peu près deux ans pour l'âge moyen au premier emploi stable alors qu'il était d'1,5 an pour l'âge moyen au premier emploi. Cela montre que les jeunes aujourd'hui mettent 6 mois de plus pour rentrer dans l'emploi stable une fois qu'ils sont entrés dans l'emploi. Sur le graphique de droite, vous voyez l'âge moyen par catégorie socioprofessionnelle. Il a augmenté surtout pour les employés et les ouvriers d'1 an à 1,5 an. Mais il a peu augmenté pour les cadres et les professions intermédiaires. Entre la cohorte de 54 et la cohorte de 70, pour les cadres, on est à un âge moyen de 25,5-26 ans. Ça n'a pratiquement pas bougé. Ça montre en creux un changement des structures. Il y a beaucoup plus de cadres et de professions intermédiaires dans les cohortes les plus récentes des années 70 qu'il y en avait dans les cohortes nées dans les années 50. On arrive à voir en creux les changements des structures par ces aspects avec une montée des emplois cadres et intermédiaires qui se traduit par une augmentation de l'âge moyen au premier emploi qui est la conséquence de la plus forte éducation. Si vous avez des questions, besoin d'éclaircissements, n'hésitez pas. Pour les vraies questions, il y a aura un moment de débat.

Deuxième élément de diagnostic, les jeunes Français sont moins autonomes. Je ne suis pas le seul à faire ce diagnostic. Cécile Van de Velde, que vous avez peut-être déjà entendue ici, dans sa thèse et dans son livre « Devenir adulte » distingue plusieurs modèles européens d'entrée dans la vie active. Le Danemark se distingue par un modèle qu'elle appelle « Se trouver » qui met l'accent sur l'expérimentation. La jeunesse est toujours une période d'expérimentation, mais c'est plus le cas au Danemark. Au Danemark, il y a plus d'allers et retours entre emploi et études. Il y a plus de droit à l'erreur. L'Etat est principal pourvoyeur de ressources via un système de bourses très généreux qui permet les allers et retours entre l'université et le marché du travail. Au Danemark, les étudiants sont

très vieux en moyenne. Ils ont 26-27 ans. Ils ont déjà travaillé deux ou trois ans. Le modèle est qu'ils travaillent et qu'en même temps ils définissent un projet professionnel. Ils retournent à l'université une fois qu'ils ont défini leur projet professionnel pour se spécialiser. Deuxième modèle, c'est le Royaume-Uni que Cécile Van de Velde a nommé « S'assumer ». Il met l'accent sur l'émancipation. C'est le contraire. C'est le marché du travail qui est le principal pourvoyeur de ressources. Les études sont plutôt courtes. Les étudiants font leurs études rapidement. Ils cumulent emploi études. Ils sortent relativement tôt du système scolaire pour s'insérer sur le marché du travail le plus rapidement possible. A l'inverse, en Espagne, c'est le modèle « S'installer » qui va mettre l'accent sur les investissements familiaux où la famille est la principale institution pourvoyeuse de ressources. Les jeunes décohabitent très tard, restent dans leur famille. Ils décohabitent pour fonder leur propre famille. En France, le modèle est « Se placer » qui met l'accent sur l'acquisition de titres scolaires. C'est l'Etat et la famille qui sont les institutions les plus pourvoyeuses de ressources, notamment la famille, mais également l'école. En effet, le but en France est d'avoir la clef de ce diplôme pour pouvoir s'insérer sur le marché du travail. Il y a trois pourvoyeurs de ressources : Etat, famille et diplôme. Cette carte illustre les différences nettes entre pays européens. C'est la carte des âges médians de départ de chez les parents, de décohabitation. Il est de 20 ans dans les pays nordiques. Lorsque les étudiants vont à l'université, l'Etat leur donne les moyens de décohabiter. Il est de 21 en Angleterre où la décohabitation est également assez rapide. Mais, elle est liée au fait que les études sont beaucoup plus courtes que dans les pays anglo-saxons. Les pays continentaux, France et Allemagne, sont dans une position intermédiaire aux pays latins, méditerranéens, plus la frontière Atlantique du Portugal où les jeunes décohabitent très tard, à 27 ans en Espagne et au Portugal, 28 ans en Italie et 27 ans en Grèce. Ça ne risque pas de s'améliorer dans les données plus récentes. Un autre point de diagnostic est que les étudiants français dépendent beaucoup de leur famille avec les inégalités que ça implique. Sur ce tableau, on voit la part des transferts familiaux dans le budget moyen mensuel des étudiants en fonction du pays. Deux modèles s'opposent. Un modèle où cette part des transferts familiaux est très faible Royaume-Uni, Pays-Bas, Finlande où ils sont généralement de 15 à 20 et un modèle où ces transferts familiaux sont beaucoup plus importants en Espagne, en Allemagne et en France.

Les jeunes Français sont peu autonomes. Il y a beaucoup d'entraves à cette autonomie des jeunes Français. Nous en avons diagnostiqué quatre. Première entrave le système scolaire, deuxième entrave le système de protection sociale, troisième entrave le marché du travail qui a pour conséquence une dépendance relativement forte vis-à-vis des solidarités familiales. Première entrave : le système scolaire avec une emprise forte du diplôme. Ce n'est pas moi qui ai fait ce diagnostic. Il est fait par Marie Duru Bellat qui parle de méritocratie scolaire, par Baudelot et Establet qui parlent d'élitisme républicain. On a un système très hiérarchique où les voies sont non seulement plurielles, mais hiérarchisées et où il est important d'être dans la voie la plus élitiste possible. Cela induit une compétition permanente qui se fait au détriment de dimensions culturelles de l'éducation, qui va générer un manque de confiance en soi chez les élèves et qui va nourrir l'inégalité des chances. En effet, dans ce système hyper compétitif, les enfants de cadres vont être mieux préparés parce qu'ils auront une plus forte confiance en eux. On sait en quoi la confiance peut-être importante dans la réussite des études. Ça va nourrir également une forme d'utilitarisme scolaire où le savoir n'est plus valorisé par lui-même, mais pour les notes, les diplômes qu'il peut apporter. Tout ceci va dans le sens inverse des valeurs d'autonomie, d'émancipation qu'on pourrait également vouloir donner à l'éducation. Cela se traduit par la vieille expression « Passe ton bac d'abord ». Cela se traduit aujourd'hui par « Passe ton BTS », « Entre dans ta grande école d'abord ». Du fait de cette prégnance du diplôme, les parcours sont plutôt linéaires et sans trous. Il y a très peu de cumul emploi/études. En effet, chacun sait que, dans ce système hyper compétitif, l'emploi va être un facteur d'échec universitaire. Les reprises d'études sont assez peu nombreuses. L'accès à l'indépendance financière est long et progressif non pas que l'autonomie ne soit pas érigée comme une norme. Cécile Van de Velde montre que les jeunes Français ont une volonté d'autonomie assez forte. Cela n'est pas vrai dans les pays latins Espagne et Italie où ça dérange moins les jeunes de rester dans leur famille. En France, cette norme existe, mais la dépendance est acceptée au regard de l'importance du diplôme. L'accès au rang social que va vous donner le diplôme va passer devant la norme d'autonomie qui est forte, mais qui est entravée. Ce tableau souligne le fait que l'institution scolaire et l'élitisme méritocratique républicain qui existe génère des fortes inégalités selon l'origine sociale et culturelle des élèves. Ce tableau représente les notes pour chacun des pays PISA, qui est une étude internationale sur les compétences scolaires des enfants à 14 ans. Ces notes sont différenciées selon l'origine sociale des élèves. Les trois premières colonnes sont la culture scientifique, compréhension de l'écrit, culture mathématique pour le quartile inférieur de l'indice de statut économique, social et culturel. Pour le quartile supérieur, c'est la différence entre les deux. C'est l'étude

126. C'est la différence entre les deux. En France, le score pour la culture scientifique, pour le quartile inférieur, c'était 437, le quartile supérieur 559. En 2006, il y avait une différence de 122 entre les quartiles. De tous les pays représentés dans l'enquête PISA, la France, cette année-là, était le pays où l'origine sociale avait le plus d'importance avec 122 d'écart entre les élèves contre une moyenne de l'OCDE de 92. Le Luxembourg était pratiquement aussi mal classé que la France sur ce critère-là. Les Etats-Unis viennent juste derrière. Mais la France était plus inégalitaire en termes d'inégalité des chances à l'école que des pays comme le Portugal, la Grèce, la Turquie, le Mexique. Ce tableau montre les conséquences en termes de confiance en soi. Par exemple, à la question « j'ai une liberté, un contrôle total sur mon propre avenir », les Français sont 22% à répondre oui contre 35% pour les Suédois, 50% pour les Américains. Il y a des différences très importantes sur la confiance en soi et sur l'optimisme des jeunes Français qui ont peur de l'avenir. Olivier Galand a écrit un livre « Les jeunes Français ont-ils raison d'avoir peur de l'avenir ? ». Le diagnostic est que déjà ils avaient peur de l'avenir. La réponse était non, ils n'ont pas raison d'avoir peur de l'avenir pas plus que les autres en tout cas. Mais, il s'avère qu'ils ont peur de l'avenir. Ils ont une faible confiance en eux et une relativement faible confiance envers les autres. Cette compétition scolaire n'incite pas non plus à faire des travaux de groupe ou à mettre l'accent sur des activités qui vont donner confiance aux autres, par exemple en travaillant en groupe. La France se classe très faiblement également en termes de confiance aux autres. Premier diagnostic, le fait que l'école entrave l'autonomie. La protection sociale également entrave l'autonomie. En 2009, un chiffre qui sort du livre vert de la jeunesse montre que deux tiers des aides au titre des 16/25 ans étaient versés non pas aux 16/25 ans, mais à leurs parents. Prestations familiales, même au-delà de 18 ans, elles restent versées aux parents. Ce n'est pas les jeunes qui sont aidés directement au titre des prestations familiales. Pour les étudiants, jusqu'à 21 ans, les parents continuent à percevoir les prestations familiales. Le quotient familial bénéficie aux parents de façon inégalitaire parce qu'il faut payer des impôts pour bénéficier de ce système de quotient familial. Les réductions d'impôts pour scolarité bénéficient également aux parents et pas aux jeunes eux-mêmes. Le RSA, les allocations logement. Lorsque le jeune habite encore chez les parents, il peut donner droit à des allocations logement plus élevées pour la famille. Les jeunes par contre reçoivent peu de RSA parce qu'il n'y a pratiquement pas de jeunes éligibles étant donné les critères. Il faut avoir travaillé deux ans à temps plein dans les trois dernières années. Les allocations logement peuvent être reçues par les jeunes qui ont décohabité. Ce système va favoriser ceux qui peuvent décohabiter. Souvent ceux qui peuvent décohabiter sont ceux qui ont les moyens de le faire. Et souvent ceux qui ont les moyens de le faire sont ceux qui viennent des familles les plus favorisées. Même ce système d'allocation logement qui est le système principal d'aide aux jeunes peut être inégalitaire. Les jeunes qui travaillent ont droit à la PPE. Le système de bourses est le deuxième pourvoyeur de ressources pour les jeunes après les allocations logement. Mais seulement 5% des étudiants du supérieur reçoivent le montant de bourse le plus élevé. Et seulement 20% des étudiants du supérieur reçoivent une bourse supérieure à 0. Il y a plusieurs échelons de bourse et le dernier échelon est 0. Mais vous êtes boursier quand même parce que vous ne payez pas les frais de scolarité. Le dernier échelon de bourse correspond à une exonération des frais. Donc seulement 5% des étudiants du supérieur reçoivent le montant de bourse le plus élevé, 460 euros alors qu'on peut penser qu'il y a plus de 5% des jeunes étudiants pour lesquels ce serait légitime de donner une bourse. En effet, il s'avère qu'il n'y a pas que 5% de familles en France qui n'ont pas les moyens d'avoir un étudiant, de payer, lorsque vous n'habitez pas dans une ville universitaire, un loyer dans une ville universitaire et de donner une condition de vie décente à l'étudiant. Ce tableau montre la part des aides financières aux élèves et étudiants dans les dépenses publiques d'éducation. Il montre que la France, avec l'Espagne, l'Italie, la Grèce et le Portugal, fait partie des pays où cette part de 3,9% comparée à 6% en moyenne dans l'Union européenne est très faible. Les Danois, les Suédois, les Hollandais, surtout les Danois, dépensent des sommes colossales pour aider financièrement leurs élèves et étudiants. Une des raisons pour lesquelles ils peuvent dépenser une somme colossale pour leurs élèves et étudiants est qu'ils ont un système scolaire moins élitiste avec des inégalités sociales moins importantes à l'école. Donc, ils peuvent être généreux envers les étudiants sans qu'on leur dise qu'ils aident les classes sociales privilégiées. Tout se tient. C'est pour ça que j'ai passé pas mal de temps sur l'école. Lorsqu'on dit qu'on va aider les étudiants, on nous rétorque qu'on va aider les classes sociales supérieures, qu'ils n'en ont pas besoin parce que les parents ont les moyens de les aider. Ceci n'est vrai que parce qu'on génère autant d'inégalités dans les écoles et qu'on génère autant d'inégalités sociales dans la poursuite des études. C'est beaucoup moins le cas au Danemark, en Suède et aux Pays-Bas. Le troisième élément de diagnostic est le marché du travail contre l'autonomie. C'est le rapport entre le taux d'emploi des jeunes de 20 à 24 ans et le taux d'emploi des adultes de l'OCDE. Les jeunes de 20 à 24 ans travaillent très peu, comparé aux autres pays de l'OCDE. La France est en bas. Ce n'est pas

forcément mal. En effet on peut se dire qu'entre 20 et 24 ans, pourquoi ne pas laisser le temps aux jeunes de faire des études, d'expérimenter. Le problème est qu'il n'y a pas de prestations sociales qui viennent compenser ce faible taux d'emploi. Ce graphique date de 2009, avant les effets de la crise. Il montre le taux de chômage des jeunes très peu qualifiés qui sortent sans diplôme, niveau 5 et 6 qui correspond aux décrocheurs en France, dans différents pays d'Europe dans les années qui suivent leur sortie du système scolaire. Ce graphique montre un taux de chômage très très important des jeunes décrocheurs en France, entre 20 et 24 ans, après la sortie du système scolaire. On voit des taux de chômage ahurissants de pratiquement 40%, même plus élevés en Espagne et en Grèce. Ces taux étaient beaucoup plus élevés que dans d'autres pays comme les Pays-Bas, la Suède. Ça montre déjà que le taux de chômage est très important. Ça montre aussi que c'est une affaire de jeunes au sens long. Une fois que les gens sortent et s'insèrent, ça touche plus de 11 ans après. Il est un peu abusif de dire que les gens finissent par s'en sortir quand c'est au bout de 10 ou 11 ans. Même les décrocheurs finissent par avoir des taux de chômage relativement faibles. C'est une question spécifique d'entrée dans la vie active. Entre 1975 et 2011, le taux de chômage en France par classe d'âge montre deux choses. Les 15/25 ans sont fortement touchés par le chômage. Avant d'interpréter ce graphique, il faut dire qu'il fait également l'objet d'un biais de sélection. Il exagère la situation des jeunes qui est déjà mauvaise, mais pas aussi mauvaise en relation avec 1975 qu'elle peut le paraître. En effet, on raisonne par classe d'âge, 15/24 ans. Mais en 2011, dans la classe d'âge des 15/24 ans, il y a beaucoup plus d'étudiants qu'en 1975. Le taux de chômage ne tient pas compte des étudiants. Le taux de chômage est le nombre de chômeurs sur les actifs. Comme il y a plus d'étudiants, comme les gens sortent plus tard de formation initiale, ils sortaient à 21 ans, maintenant c'est en moyenne à 23 ans, les 15/24 ans c'est beaucoup de jeunes qui viennent de sortir de formation initiale. Il y en a beaucoup plus que dans les années 75. Quand on sort de formation initiale, on reste plus longtemps au chômage. C'est un effet entrée dans la vie active qui est exacerbé dans les années plus récentes du fait que les jeunes sortent plus tard de formation initiale et ont plus souvent moins d'expérience que dans les années 75. La forte hausse du taux de chômage des jeunes ne date pas d'hier. La courbe est assez intéressante. Elle date du début des années 80. On voit très bien les cycles économiques sur le taux de chômage des jeunes. Ça monte pendant les crises de 93 et 2008. Le chômage baisse au moment des plans de relance, puis remonte parce qu'on a fait des plans d'austérité bien trop tôt. On monte à 25% alors qu'on aurait pu avoir de meilleures politiques macroéconomiques qui touchent vraiment les jeunes. Dans tous les pays, le chômage touche proportionnellement plus les jeunes parce qu'ils entrent sur le marché du travail. Et, quand les entreprises arrêtent d'embaucher, elles arrêtent d'embaucher les jeunes et le chômage des jeunes a tendance à augmenter plus fortement que le chômage de la population totale. C'est particulièrement le cas en France et c'est exacerbé par le fait qu'il n'y ait pas de politique macroéconomique menée en premier lieu pour faire baisser le taux de chômage. On nous parle beaucoup de priorité des jeunes, mais si la priorité est vraiment les jeunes au lieu d'essayer de faire baisser les déficits tout de suite, il aurait fallu s'occuper du chômage d'abord et pas des déficits. En effet, les jeunes sont victimes du chômage maintenant. Les déficits peuvent être payés ensuite par toutes les générations une fois que l'emploi a repris.

Des jeunesses plutôt qu'une jeunesse, troisième diagnostic. Il faut faire très attention aux moyennes parce que ce n'est pas n'importe quels jeunes qui sont victimes de la crise, des mauvaises politiques macroéconomiques. C'est surtout les non-diplômés. Entre 2004 et 2007, on n'a pas encore les effets de la crise, le taux de chômage des jeunes au bout de trois ans de vie active dans l'enquête « génération 2004/2007 » qui suit les jeunes pendant trois ans à la suite de leur formation initiale, on voit qu'en 2007 le taux de chômage des sans diplôme est de 40%. Pour les CAP/BEP, il est de 24%. Au niveau BAC, il est de 17%. Au niveau BAC+2, c'est 9%. Et, pour les diplômés du supérieur au dessus de BAC+2, il est également de 9%. L'ensemble de ce taux de chômage à 18% pour les jeunes au bout de trois ans dans la vie active masque l'écart phénoménal entre les non diplômés et les supérieurs, les non diplômés étant les premières victimes non seulement du chômage des jeunes, mais également des effets de la crise. En effet si le chômage a augmenté de manière relative pour toutes les catégories, il a augmenté de 20% entre 2004 et 2009 pour toutes les catégories sauf que les sans diplômes ont vu de manière absolue une augmentation de 7 points de leur chômage alors que les diplômés du supérieur n'ont vu qu'une augmentation de 2 points, assez marginale par rapport aux sans diplôme. Ces inégalités sont encore et toujours héritées. Là c'est le diplôme le plus élevé selon le quintile de niveau de vie des parents. On voit que les diplômés du supérieur au dessus de BAC+2 proviennent à 47% des 20% des foyers les plus aisés et seulement à 12% des foyers les moins aisés. Les aucun diplôme proviennent plutôt des foyers les moins aisés pour appuyer le fait que les inégalités sont présentes et sont héritées. Il y a de nombreuses voies de transmission intergénérationnelles des inégalités. Je ne vais

pas m'appesantir dessus. Transmission directe de capital humain, surinvestissement scolaire, effets de ségrégation urbaine, orientations stratégiques, réseau professionnel, donations, successions, aides à l'acquisition du premier logement. C'est pour cela que je n'aime pas lorsque les gens parlent de génération sacrifiée ou de lutte. Un livre vient de sortir qui s'appelle « La lutte des âges » avec lutte des classes barré. Ça masque les inégalités au sein de ces générations. Et ça masque, et il ne faut pas être complètement catastrophiste, le fait que les nouvelles générations, même si les jeunes sont victimes du chômage, ont bénéficié de l'amélioration générale des conditions de vie et des niveaux de vie. Ici c'est un graphique de Carole Bonnet qui montre par âge en abscisse et niveau de vie en ordonnée, toutes les cohortes de générations. La dernière cohorte de ces enquêtes est la génération 1971-1975. On voit sur ce graphique que les niveaux de vie, ce n'est pas les jeunes, c'est par classe d'âge, ont augmenté au cours du siècle de façon importante, puis sont après égalisés. Et ils recommencent à augmenter. On est dans des sociétés très riches et qui s'enrichissent et où les générations successives bénéficient de l'amélioration des conditions de vie. On peut faire la même chose pour les logements. J'ai intégré les 21-25 ans dans l'analyse. On voit au fil des générations les conditions de logement s'améliorer. Il y a beaucoup moins de surpeuplement. Les jeunes bénéficient du fait qu'il n'y a pratiquement pas de logement aujourd'hui sans un minimum sanitaire. Les surfaces de logement, de génération en génération, augmentent pour toutes les générations, parfois pas pour les plus jeunes âges. Mais, lorsque vous sortez des plus jeunes âges, l'amélioration des conditions de vie et de capital montre que les générations ont fait des efforts d'investissement en capital. Elles ont fait l'effort d'investissement en capital humain en finançant les études des plus jeunes. Elles font des investissements en capital physique. Il ne manque pas de capital en France. Il manque toujours des logements, mais les gens vivent dans des logements de plus en plus grands. La part des cadres selon la cohorte montre une augmentation au fil des générations. Plutôt que de génération sacrifiée, il faut parler d'une modification du cycle de vie où l'accès à l'emploi stable et au logement est plus tardif. Mais, cela s'est traduit par un investissement scolaire que la génération des Baby-boomers a effectué pour ses enfants. Les solidarités entre générations sont fortes et se traduisent par des solidarités privées. Christian Saint-Etienne est un économiste. Je ne voulais pas faire de politique, mais il s'avère qu'il va être candidat à la mairie de Paris. Son livre date de 93. Il commence ainsi : « Les Français qui sont nés après 45 auront connu, de 74 à 93, vingt ans de crise économique et sociale ». La génération sacrifiée de Christian Saint-Etienne en 93, c'était la sienne. C'était la génération née en 1951. Exactement vingt ans après, Louis Chauvet reparlait de génération sacrifiée, sauf que cette génération sera la sienne, Louis Chauvet qui est 10 à 15 ans plus jeune que Christian Saint-Etienne. Etc. Les auteurs vont pouvoir se succéder au fil des générations et à la quarantaine parler de génération sacrifiée en désignant leur génération comme étant la génération sacrifiée, la génération précédente ayant sacrifié leur génération et leurs opportunités.

Quelles politiques publiques à partir de ce diagnostic ? Je vais bientôt vous laisser la parole. C'est l'aspect le moins intéressant de l'exposé. Il y a une tension entre autonomie et égalité. J'ai déjà abordé ce fait-là. L'autonomie voudrait qu'on défamilialise complètement les politiques publiques envers les jeunes et qu'on ne tienne plus compte du niveau de vie des parents pour ces politiques publiques. Ça peut avoir des effets relativement inégalitaires puisqu'on va dire qu'on donne de l'argent à des gens qui n'en ont pas besoin, que les familles peuvent aider et qu'il faut cibler les plus pauvres. Et surtout, ça va poser la question entre étudiants et non étudiants. Si on défamilialise complètement et qu'on donne des ressources aux étudiants via une allocation étudiante qui n'est pas sous conditions de ressources, ça va bénéficier beaucoup aux personnes qui font les études les plus longues et donc qui proviennent des foyers les plus aisés en moyenne. Ça pourrait être perçu comme une prime méritocratique supplémentaire dans un système où l'égalité des chances n'est pas assurée. A l'opposé, le plus souvent, et j'aime bien cette expression, la réduction des inégalités, le développement de l'Etat social est passé par des politiques universelles et pas par des politiques ciblées sur les plus pauvres. Cette expression est : « Les politiques pour les pauvres sont des pauvres politiques ». Ce qui a fait reculer les inégalités au XX^{ème} siècle, c'est les politiques universelles, les allocations chômage universelles, les allocations retraite qui ont des effets inégalitaires via les espérances de vie, mais qui ont très fortement bénéficié aux plus pauvres et qui ont très fortement réduit les inégalités malgré certains aspects qui pouvaient être perçus comme inéquitables.

Comment surmonter la tension ? La solution qu'on avait proposée était une solution universelle qui s'adresse des étudiants et les personnes qui ne font pas des études initiales. On proposait un capital formation. C'était une des propositions. Je ne vais pas m'appesantir sur toutes les propositions. La proposition principale était un capital formation ou plan de formation si vous n'aimez pas le mot capital ou droit à la formation tout au long de la vie qui permettrait de financer la vie étudiante à un niveau

égal au RSA ou au niveau de bourse supérieur actuel qui est de 460 euros pendant 3 ans ou 36 mois. Ce capital serait attribué de manière universelle sans tenir compte du revenu des parents. Pour ceux qui ne font pas d'études initiales, ça leur donne des droits et ça leur donne un droit à formation continue rémunérée qui pourrait être pris au niveau du dernier salaire dans la limite du capital. Par exemple, une personne qui n'aurait pas fait d'études du tout, qui n'aurait pas pris dans son capital formation, au lieu d'être rémunérée avec 460 euros pendant trois ans, elle pourrait recevoir 1 380 euros pendant 12 mois si son dernier salaire est égal ou supérieur à 1 380 euros. Ce capital formation est un moyen de procurer des ressources propres aux étudiants, de leur donner des droits supplémentaires et de donner des droits supplémentaires à ceux qui n'ont pas fait d'études supérieures. Ça favoriserait les formations longues continues. Ça peut favoriser les allers et retours entre emploi et formation. En effet, si vous n'avez pas fait d'études initiales, vous avez ce compte-là qui est un droit opposable. Si vous ne voulez pas faire des formations continues longues, peut-être que ce droit peut être utilisé pour payer le permis de conduire ou ce type de formation. Il faut voir ce qui peut rentrer dans l'utilisation de ces fonds. Ça va encourager les études supérieures sans inciter à l'éternel étudiant. La proposition de l'UNEF est de donner une allocation étudiante à tous les étudiants avec des critères relativement faibles d'assiduité et de réussite aux examens et qui pourrait être perçue comme inéquitable pour les gens qui ne vont pas à l'université ou qui n'y restent pas aussi longtemps. La deuxième proposition qu'on avait faite était l'équivalent de la garantie jeune mise en place actuellement, mais qui était universalisée pour tous les jeunes sortis de formation initiale au chômage. Merci.

Jean-Michel Bardière, mairie de Saint-Denis de La Réunion : Je voudrais revenir sur le thème avoir confiance en soi. N'y a-t-il pas une relation entre la situation économique du pays et le fait que les jeunes ont moins confiance en eux ? Deux exemples ont été présentés. En Chine, les jeunes avaient 45% d'espérance et Chypre était au dernier rang. Je me demande s'il n'y a pas une corrélation entre situation économique et ce manque de confiance qui se traduit dans des actes au niveau de la vie.

Guillaume Allègre, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques : C'est possible. On ne voit pas de corrélation. Ces chiffres sont de 2008. C'était avant la crise et notamment avant la crise à Chypre. S'il y a une relation, c'est peut-être avec le taux de chômage des jeunes. En effet, il est plus fort en France, dans les pays de l'Est, dans les pays du Sud. S'il y a une relation, c'est probablement moins avec la situation économique globale qu'avec le taux de chômage des jeunes. Je ne pense pas que ce soit seulement économique. La confiance en soi en France est relativement faible comparée à d'autres pays qui ont la même situation économique et sociale. Il y a un paradoxe français sur la confiance en soi, la confiance aux autres et sur l'optimisme. Je ne suis pas sociologue. Mais, c'est peut-être un paradoxe déclaratif. Les Français ont tendance à dire qu'ils n'ont pas confiance en l'avenir, mais ils font des enfants, se suicident relativement peu comparé aux Suédois, aux Norvégiens, aux Danois. Il y a peut-être un paradoxe déclaratif. On aime peut-être bien dire qu'on n'est pas content alors que finalement on n'est pas si malheureux.

Frédérique Saby, directrice de la mission locale de Vichy : Je voulais faire une remarque sur le taux de chômage. On prend tout le temps comme référence un taux de chômage très relatif. Je m'interroge sur un taux de chômage. J'ai travaillé avec des Espagnols il n'y a pas très longtemps. On ne met pas la même personne derrière les inscriptions dans les différentes institutions que gèrent les pays. Les Espagnols, comme nous, notaient que les jeunes sont ceux qui vont le moins s'inscrire. Je pense qu'on aurait de grandes surprises si on prenait d'autres bases statistiques, par exemple celle des missions locales où on a beaucoup de jeunes qui n'ont pas d'intérêt particulier à être inscrits en dehors d'aller pointer tous les mois. Parfois pour eux c'est mal compris. On les incite et on essaye de leur faire comprendre l'intérêt qu'ils ont ne serait-ce qu'en temps que citoyens à exister à travers ce taux de chômage. Ils ne voient pas toujours les choses comme ça. Une grande partie des jeunes s'inscrivent une première fois, sont rapidement radiés et ne s'inscrivent plus ou épisodiquement. On base beaucoup d'études sur ce taux de chômage qui, en ce qui concerne la jeunesse, à mon avis, est loin de représenter l'intégralité de la situation.

Guillaume Allègre, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques : Vous avez raison. J'aurais dû mettre d'autres indicateurs qui existent. Ce taux de chômage a beaucoup de problèmes. Il peut y avoir des chômeurs démotivés qui recherchent au début un emploi et qui, comme ils sont démotivés, ne recherchent plus d'emploi et deviennent inactifs. Un autre indicateur pourrait être intéressant. C'est les jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en stage, ni en études, les NEET. C'est un

indicateur complémentaire au taux de chômage. Il faut regarder tous ceux qui entre 28 et 25 ans ne sont ni en emploi ni en études. Ces statistiques existent.

Frédérique Saby, directrice de la mission locale de Vichy : Pour vous donner un chiffre, en Auvergne 45% des jeunes inscrits en mission locale ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Guillaume Allègre, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques : Cela ne veut pas dire qu'ils ne sont pas comptabilisés comme chômeurs au sens de l'INSEE s'ils font des recherches d'emploi. Ce n'est pas juste le taux de chômage qui est affiché là. Les statistiques européennes n'utilisent pas le taux de chômage de Pôle emploi. Ce sont des enquêtes réalisées par l'INSEE qui demande à un échantillon représentatif d'enquêter sur 30 000 ou 40 000 individus, qui va les voir chez eux et qui demande quelle est leur activité, s'ils ont un emploi, s'ils recherchent un emploi, s'ils ont fait des démarches actives de recherche d'emploi. Vous pouvez être comptabilisé comme chômeur sans être inscrit à Pôle emploi. Je n'aurais peut-être pas dû montrer ce taux de chômage sans montrer les autres parties du statut d'activité qui sont le taux d'activité et parmi les inactifs qui sont étudiants et qui sont des vrais inactifs, c'est-à-dire qui ne sont ni étudiants, ni chômeurs. Il est intéressant de montrer la proportion de personnes qui est étudiante, vraie inactive NEET et en emploi. Effectivement, cette statistique-là peut être critiquée pour plein de raisons. Mais, il s'avère quand même qu'il y a près de 23% des jeunes actifs qui recherchent un emploi et qui n'en trouvent pas. Ce n'est pas une statistique qui n'a aucun sens même si elle est critiquable.

Christelle Lebas, conseillère municipale déléguée à la solidarité et à la jeunesse d'une ville de plus de 40 000 habitants en Moselle : Ce qui m'intéresse pendant ces trois jours et en particulier aujourd'hui, c'est de m'interroger sur ce qu'on peut faire concrètement dans ma ville pour les jeunes et pour favoriser leur autonomie dans le contexte de l'emploi que vous avez présenté. Vous nous dites que, par exemple, on pourrait imaginer un capital formation qui pourrait se mettre en place au niveau national. Je vous entends et je me dis que ça pourrait être une proposition intéressante. Mais, je me demande, concrètement, ce que je fais aujourd'hui pour les jeunes de ma ville. Une partie de ces jeunes est au chômage. Quel espoir peuvent-ils avoir pour sortir de cette situation ? De quelle manière puis-je les aider à être autonome ? Ce qui m'intéresse est évidemment de s'interroger au niveau national, mais aussi au niveau local. Je me dis qu'il faut qu'on soit inventif. Si pour certains jeunes qui n'ont pas de diplôme c'est plus difficile, l'autonomie peut passer par d'autres choses. Très concrètement, je me dis qu'il faut qu'on réinvente des choses simples. Par exemple, j'ai entendu tout à l'heure, favoriser le passage du permis par des bourses et en contrepartie permettre à ces jeunes de s'investir dans des associations, donc expérimenter et peut-être se redonner confiance puisque c'est une des choses que vous mettez en évidence et peut-être de trouver des voies parallèles pour repartir vers l'emploi. C'est ce qui me manque aujourd'hui c'est qu'on réfléchisse ensemble à des propositions différentes, locales qui nous permettent d'avancer. Vous nous apportez un éclairage intéressant et en même temps je reste un peu sur ma faim. J'ai besoin de plus. J'ai besoin de croquer des réponses, d'échanger avec vous et avec les gens de la salle pour savoir comment on peut inventer ensemble et partager des solutions différentes. On a fait une étude atypique sur la ville de Thionville sur la question « Etre jeune et vivre bien à Thionville » avec trois outils : des arbres à palabre qui ont mis des gens en lien sous des arbres pour échanger, des avatars stories et des tee-shirts débat. Trois formes de communication sociale pour aller vers les jeunes et les moins jeunes et réfléchir sur cette question. « Etre jeune et vivre bien à Thionville », c'était quoi et qu'est-ce que l'autonomie ? Des jeunes ont plein d'idées et il y a des possibilités d'aller les rencontrer pour qu'ils nous donnent eux-mêmes leur propre pensée. Ils se rendent compte qu'il n'y a pas de job et ils attendent de nous qu'on leur propose une autre forme de présence dans la société pour leur permettre demain de trouver un boulot. J'avais envie de dire ça parce que pour moi c'est important de manger quelque chose concrètement et de repartir avec plein d'idées en tête.

Guillaume Allègre, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques : Je suis très mal armé pour vous donner des outils au niveau local. Je ne pourrai pas. C'est à vous de les inventer. Je prendrai le contrepied inverse. Evidemment, c'est votre rôle de vous occuper du local. Le taux de chômage n'est pas que déterminé par beaucoup d'initiatives locales. Il est aussi déterminé par des politiques macroéconomiques qui sont déterminées même plus au niveau national, mais au niveau européen. Il faut faire de l'accompagnement, mais s'il n'y a pas d'emplois à la fin, c'est très frustrant d'être accompagné vers le vide. Aidez-moi à porter cette parole-là, c'est très important de ne pas juste

s'occuper du micro local, mais de s'occuper de la politique au niveau national et au niveau européen. En effet, ce taux de chômage est déterminé par les politiques nationales et les politiques européennes. C'est un problème macroéconomique qui ne peut être résolu qu'au niveau macroéconomique. Autrement, vous ferez beaucoup d'accompagnement. Le taux d'emploi est déterminé aussi par une multitude d'initiatives individuelles, mais il est aussi déterminé au niveau macroéconomique. Il ne faut pas oublier cette échelle-là.

Christelle Lebas, conseillère municipale déléguée à la solidarité et à la jeunesse d'une ville de plus de 40 000 habitants en Moselle : Je vous rejoins, il y a sans doute plein de choses qui m'échappent. Je ne suis pas actrice dans cette partie-là. Par contre, dans une toute petite partie, on peut favoriser les initiatives des jeunes pour qu'ils créent eux-mêmes leur propre emploi. Tout ne tombe pas du politique. Il y a peut-être des initiatives pour permettre aux jeunes de prendre des places de façon à ce qu'eux-mêmes soient porteurs de messages et d'initiatives pour créer aussi des entreprises. En effet, des jeunes ont les ressources pour faire différent, pour créer des emplois, se créer leur propre emploi. Encore faut-il aussi qu'on leur permette de trouver leur place. Ces petites solutions intermédiaires ne vont pas changer la face du monde. C'est ce que je voulais partager avec vous.

Olivier Josse, responsable du service jeunesse, ville de Saint-Herblain, agglomération nantaise : Quand je vois tous ces chiffres, je me dis qu'on peut être un peu schizophrène. En effet on doit avoir un juste équilibre entre ce que font les pays nordiques, ce que fait le modèle anglo-saxon. On sait que notre système scolaire n'amène pas forcément la confiance parce qu'on est sur la notation. Quand les gens reprennent des formations plus tard et obtiennent des diplômes, c'est peut être parce qu'ils sont plus mûrs. On sait aussi que l'apprentissage a des bons résultats. Et on sait que les entreprises amènent les jeunes à rentrer plus tôt dans leur entreprise et préparent leur propre formation pour qu'ils soient encore plus prêts au travail et adaptables. Le système bancaire le fait, les industries le font aussi. Ça veut dire réformer l'ensemble du système. On sait que certains corps d'Etat ne sont pas prêts à le faire. C'est ce qui me dérange dans cette politique globale qu'on souhaite adopter c'est qu'on ne prend pas les effets de ce que mettent en place les entreprises privées pour avoir des salariés qui répondent exactement à la mission et qui soient compétitifs rapidement. L'apprentissage commence tôt, on est souvent gardé dans les entreprises. La forme de stage rémunéré ou non rémunéré amène aussi les étudiants en alternance à avoir plus de chances à l'emploi. Ce n'est pas une réponse. Ce n'est qu'une observation quand on parle d'un système où on doit être en équilibre entre la dynamique de marché, la dynamique de confiance. Je trouve extrêmement complexe d'avoir une réflexion à ce sujet. C'est pour cela que je parlais de schizophrénie quand on regarde tous ces chiffres. Je crois que des gens peuvent apporter des solutions, peut-être l'Etat. On peut peut-être leur faire confiance pour financer cette formation dans les entreprises et sortir de ce système où le diplôme est la seule chose qu'on peut valoriser quand on sort. Je pense qu'il y a d'autres moyens.

Guillaume Allègre, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques : L'apprentissage est à développer. Il faut aussi que le niveau général des études dans les filières professionnelles soit le plus élevé possible. En effet, les jeunes qui vont entrer sur le marché du travail aujourd'hui vont probablement changer de métier deux ou trois fois au cours de leur carrière. Il faut miser sur l'apprentissage, mais à condition qu'il y ait un socle et un niveau des études générales qui soient relativement élevés. Il faut que les jeunes qui sont orientés vers l'apprentissage n'y soient pas orientés par défaut. Aujourd'hui, on oriente hiérarchiquement, c'est-à-dire que si vous n'avez pas de bonnes notes, vous allez dans l'enseignement technique et professionnel, même si vous êtes moins bon en technique qu'en général. On ne vous oriente pas vers la filière qui pourrait vous apporter le plus, mais vers celle où vous êtes censés pouvoir apporter. Ce n'est pas selon vos besoins qu'on vous oriente, mais selon les besoins du système scolaire. On marche un peu sur la tête.

Frédérique Jamet, Conseil général de l'Eure : Je voulais revenir sur l'aspect macro. Vous nous avez présenté des propositions de Terra Nova. Qu'en est-il de ce rapport ?

Guillaume Allègre, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques : Rien. C'était des propositions qu'on avait faites dans un rapport Terra Nova. C'était mes propositions avec celles de mes co-auteurs. Ça n'a même pas été repris officiellement par l'institution. Pas sur le capital formation, mais sur la garantie jeunes, on avait appelé ça allocation d'insertion. On avait proposé qu'au bout de six mois les personnes inscrites à Pôle emploi puissent avoir une allocation du niveau du

RSA sous conditions de recherche d'emploi et d'accompagnement. Finalement, ça va être expérimenté sous le nom de garantie jeunes. On n'était pas les seuls à le proposer, mais c'était dans le rapport. Ça va être expérimenté. C'est quelque chose de positif qui devrait être universalisé. Ça ne va pas coûter aussi cher que ça de donner 450 euros aux jeunes.

Valérie Thérain, ville de Cergy, Val d'Oise : J'ai aussi été directrice de mission locale à Montpellier. On avait donné comme objectif dans l'objet social de l'association : L'accès à l'autonomie choisie. On a l'impression que l'autonomie c'est l'emploi, le logement. Peut-être que pour les jeunes, ce n'est pas obligatoirement ça. Aujourd'hui, en tant que directrice des solidarités, j'ai une mission transversale. J'ai douze services, toutes les politiques sociales, toutes les politiques de proximité, toutes les politiques de la réussite éducative. Quand on discute avec les jeunes, on se rend compte qu'ils ne visent pas obligatoirement le CDI à plein temps toute leur vie. Aujourd'hui, ce n'est pas leur vision. Bien sûr que nous, on veut le mieux pour eux. On pense que le mieux pour eux est d'être en couple, d'avoir un logement et d'avoir un CDI à temps plein. Mais pour eux, ce n'est pas obligatoirement ça. Quand on expliquait au médiateur qu'on vient de recruter en emploi d'avenir qu'il devait orienter les jeunes vers les dispositifs pour leur permettre un emploi stable, qu'on mettait en place des clauses d'insertion, qu'on faisait des parcours longue durée, il nous répondait que les jeunes ne voulaient pas de parcours longue durée, qu'ils voulaient juste s'ouvrir des droits pour le chômage pour leur permettre de repartir vers autre chose. On se rend compte que l'autonomie c'est comment être autonome pour l'accès aux loisirs, comment être autonome pour choisir sa vie. Nous, professionnels, si on avait comme ambition de leur donner la formation qui leur permet de choisir et pas de subir, déjà ce serait intéressant. J'ai toujours démissionné quand j'ai eu des CDI. On n'est pas tous à vouloir un CDI.

Guillaume Allègre, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques : Remarque pertinente. L'emploi stable n'est pas forcément le CDI. Il faut faire un peu de normatif quand on décrit évidemment.

Mohamed Sellani, responsable service jeunesse, ville d'Arras : Je m'interroge juste sur une chose concernant les politiques publiques en général et la proposition que vous faites sur le capital emploi/formation des jeunes. Dans les diverses propositions des partenaires publics, à chaque fois, j'ai le sentiment que c'est uniquement sur un volet de politique sociale qu'on essaye de mettre un pansement sur les problématiques jeunesse. On ne cherche pas à relever les points forts qui existent aussi chez les jeunes pour nous permettre de nous appuyer sur des éléments forts pour soulever des leviers d'action, d'activité auprès des jeunes. J'en fais un aussi au titre du travail de partenariat et de contractualisation que certaines collectivités doivent réaliser entre elles, notamment entre les villes et les départements ou les villes et les intercos, pour traduire ce projet d'activité véritablement au plan politique publique pour la jeunesse. Là, c'est une réponse à Madame sur l'interrogation qu'elle avait sur que mettre en place sur un territoire. La première chose à mettre en place sur un territoire, c'est quelles politiques stratégiques pour la jeunesse ont met en place sur un territoire pour que les différents acteurs interviennent. On est multiple à le faire. C'est un des volets. Mais au sujet des différentes propositions qui nous viennent du gouvernement sur les territoires, c'est généralement des actions, je ne vais pas rappeler la question des superpositions, sans innovation dans l'offre qu'on pourrait apporter à des jeunes en nous appuyant sur nos points forts. On est sans cesse en train de se questionner sur nos points faibles, sur nos difficultés. Et aucune politique publique est en capacité aujourd'hui de dire : oui on a des points forts sur les territoires français et on n'est pas en mesure de s'y appuyer. La question de l'autonomie des jeunes, aujourd'hui, sur un territoire qui se travaille à l'échelle européenne, on n'est pas capable de travailler sur la mobilité de nos jeunes à l'échelle des régions, à l'échelle nationale et à l'échelle européenne, je n'en parle même pas. Je me pose des questions sur les gouvernants. Vous avez travaillé avec des politiques sur les propositions que vous avez pu faire. Est-ce qu'il y a véritablement des propositions faites en s'appuyant sur la force des jeunes et des territoires ? Je n'ai pas le sentiment.

Guillaume Allègre, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques : Je ne parle qu'en mon nom. Je ne suis pas le représentant de l'élite parisienne et des hommes politiques. J'ai insisté sur une politique sociale parce que je suis spécialiste des prestations sociales. Et plutôt une politique sociale de grande ampleur parce qu'il fallait mettre l'accent sur une proposition. Je n'avais pas à réfléchir en ces termes, mais une politique qui répond à un manquement, un point faible du système de protection sociale français. Ça ne me paraît pas si idiot d'essayer de répondre à nos points faibles en

pensant qu'on peut laisser leur autonomie à nos points forts. C'est les points faibles qu'il faut compenser. Merci. Au revoir. Bonne fin de Neuj'pro.